La politique financière du Brésil pendant et depuis la guerre

Autor(en): **Grossmann, C.J.R.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **5 (1947)**

Heft 4

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-132551

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La politique financière du Brésil pendant et depuis la guerre

par C. J. R. Grossmann, M. E., M. B. A., Rio-de-Janeiro

L'économie brésilienne d'avant-guerre et jusqu'en 1941

Le Brésil a été un des premiers pays à succomber à la crise qui éclata en 1929. Son économie constituait alors le type de la monoculture et reposait en grande partie sur le café, qui représentait plus de 70 % de ses exportations.

La révolution de 1930, qui amena le président Vargas au pouvoir, et la révolte avortée de Sao-Paulo en 1932 compliquèrent les choses. Néanmoins, les affaires se stabilisèrent petit à petit, et malgré un nouvel essai de révolte en 1935 et le coup d'Etat de 1937, la décennie de 1930 à 1940 a été une période de rajustement constant.

Ce rajustement s'est fait d'abord par la réduction de la culture du café et le développement de celle du coton dans l'Etat de Sao-Paulo.

A ce propos il est intéressant de rappeler que la crise de 1930 avait été aggravée par la politique de prix élevés pratiquée par le Brésil à l'égard du café, qui avait encouragé le développement des cultures en Colombie, le plus dangereux concurrent du Brésil. Si d'autre part le Brésil a pu augmenter à tel point sa production de coton qu'en une dizaine d'années il est devenu le quatrième producteur mondial de la fibre, c'est en grande partie grâce à une politique du coton tout à fait identique poursuivie par les Etats-Unis depuis la présidence de M. Hoover.

Au début de la guerre, le café représentait environ 45 % des exportations brésiliennes, et le coton 21 %.

Une autre conséquence du rajustement a été la naissance d'une industrie nationale, favorisée par les difficultés que rencontraient les importateurs à se procurer des devises.

A défaut de statistiques détaillées sur les manufactures, nous citerons celles de certains produits de base :

Production brésilienne
en milliers de tonnes

	1931	1935	1940	1946
Charbon	494	840	1336	1850 (E)
Fonte	28	64	185	283
Acier	23	64	141	360 (E)
Laminés	19	52	135	225 (E)
Ciment.....	167	366	745	740 (E)

Source : Ministère de l'agriculture. (E) estimation basée sur dix mois.

La guerre a simplement intensifié des tendances déjà perceptibles antérieurement, à savoir le développement en éventail de l'économie en général et l'augmentation de la production industrielle en particulier.

Le début fut difficile, car, dès 1939 l'Allemagne, qui achetait au Brésil 25 % de ses exportations, disparut de la liste de ses clients ; dès 1940 l'Europe dans son ensemble, qui avant la guerre absorbait 52 % des exportations brésiliennes réduisait sa part du total, lequel n'était lui-même plus que le 23 à 32 % des chiffres de 1938.

Les deux premières années de la guerre ont donc été une période de nouvelle orientation, grandement facilitée par deux facteurs.

Tout d'abord, le Brésil a bénéficié d'une forte immigration de capitaux européens cherchant refuge, introduits en grande partie par leurs propriétaires. Il est probable que ceux-ci n'ont pas toujours placé leurs capitaux au mieux des intérêts brésiliens. Ils les ont laissés surtout à Rio et à Sao-Paulo, villes qui de toute manière ont la tendance d'absorber la richesse créée à l'intérieur. Ils ont déclenché le boom de construction qui en sept ans a complètement modifié l'aspect des quartiers les plus importants des deux villes.

Ce boom a accentué le déséquilibre des prix des immeubles (le mètre carré de terrain dans le quartier des affaires à Rio se paie actuellement fr. s. 5000.— à 8000.—, mais s'explique par le fait que, vu l'absence d'une bourse de valeurs industrielles, les affaires immobilières urbaines étaient l'exutoire le plus pratique tant pour des capitaux étrangers que pour de nouveaux capitaux nationaux.

En second lieu, l'industrie nationale a largement profité de la carence de l'importation d'Europe, quoique celle-ci ait été remplacée en partie par les Etats-Unis. Le boom de la construction lui a été aussi naturellement favorable.

Ces deux facteurs ont si bien compensé les insuffisances de l'exportation que, dès la fin de 1940, bien des gens s'inquiétèrent de la hausse des prix et commencèrent à parler d'une inflation, maladie endémique du Brésil. Comme dans tous les pays qui y sont sujets, le public est extrêmement sensible à tous ses prodromes.

Du fait des déficits gouvernementaux, la circulation monétaire avait augmenté de Cr$ 3037 millions à fin 1937 à Cr$ 4550 millions en 1938 et à Cr$ 5145 en 1940. Il ne faut jamais oublier que le Brésil n'est pas une unité économique : la liaison, même financière, entre Rio et Sao-Paulo est défectueuse[1], et presque inexistante avec les autres régions du pays, de sorte que l'afflux de capitaux étrangers a pu avoir une influence disproportionnée. Néanmoins il semble plus juste de dire que l'année 1940 représentait une période de conjoncture favorable qui devait entraîner une hausse des prix par rapport à la période de dépression antérieure.

La période d'inflation 1941-1945

A partir de 1941, les caractéristiques inflationnistes de l'économie brésilienne sont clairement apparues.

[1] En 1942, l'auteur ayant à envoyer de Rio à Sao-Paulo l'équivalent de fr. s. 40.000.—, n'a pu trouver aucune banque prête à effectuer le transfert par virement : l'une d'elles a finalement envoyé un employé à Sao-Paulo porteur de la somme en billets de banque. Il est juste de dire que la situation a bien changé depuis lors.

Elles étaient d'abord la conséquence de l'évolution extrêmement favorable de la *balance commerciale.* L'augmentation des exportations portait sur une variété de produits qui, auparavant n'entraient guère en ligne de compte, tels que le cristal de roche et le mica (pour radios), les graines, les fruits oléagineux et leurs produits. La conjoncture de guerre a gagné tous les secteurs. Les exportations se sont même étendues aux manufactures, chose qui ne s'était jamais vue. En 1944 et 1945, les textiles se plaçaient en deuxième rang, après le café et bien avant le coton brut. En revanche, la diminution (quantitative) des importations, conséquente aux difficultés de livraison de l'industrie américaine, et aussi à la pénurie des transports maritimes, fut plus grave, car il ne faudrait en effet pas conclure de ce qui a été dit du développement de l'industrie brésilienne que celle-ci ait été, ou soit en état de remplacer l'importation. Elle reste une industrie qui en est à ses débuts, considérée sous l'angle de sa production et surtout de la qualité. L'enrichissement créé par l'accroissement de l'exportation a donc causé une demande simultanée des biens de production et de consommation, au moment même où leur offre diminuait.

Ainsi, comme la Suisse, le Brésil a souffert de 1941 à 1945 d'un excédent des exportations sur les importations. Il n'était naturellement pas question pour le Brésil de suivre — avant la lettre — l'exemple de notre pays qui a introduit des restrictions à l'importation, mais il est permis de dire que son organisation financière a exagéré les effets inflationnistes du solde actif de sa balance commerciale.

Vu la pénurie de devises, chronique jusqu'alors, la Banque du Brésil jouissait depuis longtemps du monopole des changes. Tout exportateur était tenu de vendre sur-le-champ ses lettres de change, et les banques avaient un délai très court pour remettre à la Banque du Brésil les devises ainsi acquises ; aucune société brésilienne n'avait le droit de détenir des dépôts en monnaies étrangères. Il semble que si ces prescriptions avaient été rapportées lorsque la situation monétaire se modifia, certains capitaux brésiliens seraient restés à l'étranger, au lieu de venir s'ajouter intégralement à une circulation déjà excessive.

Nous avons relevé que tout le pays a bénéficié de l'augmentation des exportations. En outre, certaines régions côtières ont été inondées par une masse de dollars provenant des marins et soldats américains qui, dès 1942, installèrent de très importantes bases navales et aériennes. Une fois de plus le compartimentage du pays, dû à l'absence de moyens de transport (le cabotage était interrompu par les sous-marins ennemis et les transports terrestres parallèles à la côte sont quasi inexistants) se fit sentir. Le Nord-Est (Recif de Pernambouco, Natal) surtout, pauvre en ressources et stratégiquement important, a souffert à un certain moment d'une inflation locale très supérieure à celle du reste du pays.

Une deuxième cause de l'inflation réside dans les *déficits budgétaires* chroniques du gouvernement. Mais, à cet égard, la situation du Brésil n'est guère pire que celle de la plupart des autres États depuis 1930. D'une manière générale, les déficits sont restés inférieurs à 20 % des recettes. En outre, la guerre, dont le budget n'a jamais été publié, a coûté probablement huit à dix milliards de cruzeiros.

L'effet inflationniste du découvert est moins la conséquence de son montant que la manière dont il a été financé. Depuis 1937, le gouvernement brésilien n'a pu émettre aucun emprunt sur le marché ; toutes ses émissions ont été des émissions forcées. Les obligations étaient remises en paiement de dettes courantes, ou leur achat était rendu obligatoire, comme ce fut le cas des obligations dites de guerre. Chaque contribuable était obligé d'en souscrire un montant égal à son impôt sur le revenu ; elles servirent à couvrir environ 40 % des dépenses de guerre. Les caisses de pension et les caisses d'épargne, toutes sous le contrôle du gouvernement, lui ont prêté de fortes sommes, mais le contingent le plus élevé a été fourni par la planche à billets.

En l'absence d'une banque centrale proprement dite — on le verra plus loin — la Banque du Brésil est à la disposition du gouvernement. Le procédé le plus simple est de laisser s'accumuler auprès d'elle le compte débiteur du gouvernement, puis de le rembourser par une émission massive.

Les opérations à crédit du gouvernement ne se sont pas limitées à son déficit budgétaire. De 1940 à 1945, il a entrepris plusieurs œuvres grandioses dans leur conception économique, telle que la grande aciérie de Volta Redonda, l'exploitation de la vallée du Rio Doce, la Fabrique Nationale de Moteurs, etc.

Sans doute, on reconnaîtra un jour que certains de ces ouvrages sont le fondement du Brésil industriel, et que le moment où ils furent entrepris était bien choisi pour obtenir la plus grand aide financière possible des Etats-Unis. Toutefois, financés indirectement, tout au moins, par la planche à billets, leur construction a contribué à l'inflation, laquelle a été favorisée par le fait que ces travaux ont commencé au moment précis où, vu le développement de l'industrie privée et la carence des importations, la demande de matériaux et de main-d'œuvre augmentait, tandis que leur offre diminuait. L'effet sur les prix et les salaires fut très grave. Volontairement ou non, le point de vue purement monétaire a été complètement sacrifié.

Les *crédits* que la Banque du Brésil a concédés d'ordre, et souvent pour le compte du gouvernement, ont été un autre facteur d'inflation. Il est d'usage au Brésil, dès qu'une récolte est déficiente, de demander à la Banque du Brésil de la financer. Il faut reconnaître d'ailleurs que dans le cas du coton par exemple, le procédé se justifiait. Il s'agissait, du moins pour la production de l'Etat de Sao-Paulo, d'une marchandise bien appréciée et couramment demandée, que seule l'absence de transport pour l'Europe immobilisait au Brésil.

Toutefois, comme dans d'autres cas, cette mesure, justifiée en soi, a eu un effet inflationniste. Cela est d'autant plus vrai que souvent ce n'étaient pas les producteurs qui bénéficiaient de ces financements, mais bien les intermédiaires. Or le mouvement d'affaires de ces derniers est plus rapide que celui des producteurs, de sorte que l'effet inflationniste d'un crédit en leur faveur est plus marqué que celui d'un crédit purement agricole.

Les banques individuelles n'ont pas manqué de suivre la même tendance. Elles ont généreusement mis leurs ressources à la disposition des affaires, voire de la spéculation, afin de tirer meilleur parti des moyens de paiement nouvellement créés, dans un pays où le taux de l'intérêt atteint facilement un pour-cent par mois. Malheureusement, un grand nombre de nouvelles banques

ont parfois manqué de discernement et n'ont pas toujours su établir une distinction suffisante entre opérations commerciales et spéculations.

Au début de 1944, le gouvernement aurait eu probablement l'occasion de freiner l'inflation. Une importante entreprise de construction fit faillite, menaçant d'entraîner avec elle de nombreuses banques récemment fondées. Pour des raisons politiques, le gouvernement préféra rétablir la *Caixa de Mobilizaçao Bancaria* qui avait déjà existé autrefois. Il s'agit d'un organisme, semblable à la Caisse de Prêts de la Confédération suisse, dont la fonction est de financer les engagements que leur longue échéance exclut du réescompte normal.

Si la Caixa ne peut être rendue responsable de l'inflation, en revanche, elle a empêché la disparition salutaire de plusieurs banques dont l'utilité est aujourd'hui discutable. Sans doute, la Caixa a évité une crise, mais en 1944, celle-ci n'aurait eu qu'un caractère passager étant donné les autres facteurs favorables (balance commerciale, etc.) qui auraient triomphé de la crise.

Enfin, les *achats d'or* de la Banque du Brésil pour compte du gouvernement constituent la dernière cause d'inflation ; elle n'est pas la moindre, puisqu'il s'agit d'un montant de plus de sept milliards de cruzeiros. 90 % de cet or a été acheté à l'étranger. L'effet inflationniste est dû au fait que la Banque du Brésil n'est pas un institut d'émission. Les billets de banque, qui ont cours forcé, proviennent du gouvernement. L'or acheté pour son compte par la banque n'a pas pour origine un simple échange de devises-or contre du métal, mais son prix est porté au débit du compte du gouvernement. Comme celui-ci était déjà en déficit, qu'il était débiteur de la banque et qu'il n'avait d'autres ressources que la planche à billets, c'est en dernière analyse par des émissions de papier-monnaie qu'il a payé l'or acheté à l'étranger.

Aujourd'hui, la monnaie brésilienne est couverte à raison de 35 % par de l'or. Jamais le pays n'a eu une situation aussi brillante. Il est vrai que l'obligation d'une couverture légale ne s'applique pas à l'ensemble de la circulation et reste très théorique. Une chose est certaine : plus de six milliards de cruzeiros de billets de banque sont entrés en circulation directement ou indirectement du fait de l'achat de cet or. Et cela, à un moment où agissaient déjà tous les autres facteurs d'inflation énumérés ci-dessus.

De 1939 à juin 1946, la *circulation fiduciaire* a quadruplé, ce qui n'a évidemment rien d'extraordinaire par les temps qui courent. Plus grave est l'évolution des prix, lesquels ont triplé depuis 1939, selon l'avis d'un des meilleurs connaisseurs de la matière, à défaut de statistiques officielles dont la publication a été suspendue.

Il va de soi que l'indice de 300 (1939 = 100) ne s'applique pas également à tous les domaines. Les coûts de fabrication ont vraisemblablement augmenté dans une mesure plus forte. Les salaires semblent avoir plus que triplé, mais, phénomène mondial, le rendement du travail a diminué. En outre, le parc industriel, déjà démodé avant la guerre, est en mauvais état et les frais de transport ont également beaucoup augmenté.

En définitive, le pouvoir d'achat interne de la monnaie est réduit des deux tiers, alors qu'à l'extérieur, sa dévalorisation ne dépasse pas le renchérissement des produits industriels et est ainsi considérablement plus petit.

Il convient d'ajouter un mot sur une des conséquences du développement esquissé : la *baisse de la production agricole.* Celle-ci est due d'une part à l'attrait qu'ont exercé sur les populations rurales les salaires plus élevés des villes et à la législation sociale très favorable aux ouvriers industriels, d'autre part, aux moyens de transport plus déficients que jamais. Les récoltes n'ont souvent pas atteint les marchés et ce fait est peut-être encore plus grave que l'inflation elle-même, car après tout, l'agriculture reste et restera longtemps encore l'activité principale du Brésil.

Les essais de déflation : 1946 et 1947

Le gouvernement Vargas a essayé d'enrayer la hausse des prix en fixant des *prix maxima.* Dans un pays comme le Brésil, divisé en régions économiquement plus ou moins indépendantes et dont l'administration est difficile même en temps normal, le problème était particulièrement ardu. Aussi les résultats furent-ils décevants. Des *interdictions d'exportation* étaient censées y suppléer. Mais pour des raisons politiques, dictées tantôt par l'extérieur, tantôt par l'intérieur, leur application a été si spasmodique qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

Le 24 janvier 1944, le gouvernement avait décrété un *impôt sur les bénéfices « extraordinaires »* (excédent sur la moyenne des bénéfices d'une période de deux ans, choisie entre 1936 et 1940, augmentée de 50 %) ; les taux étaient de 20 à 40 % selon que cet excédent était de 100 à 300 % supérieur à l'année de base, et de 50 % sur l'excédent au-dessus de 300 %. L'impôt ne s'appliquait qu'aux personnes juridiques. Il pouvait être remplacé par le dépôt auprès de la Banque du Brésil du double de son montant. La banque remettait alors en contrepartie des « Certificats d'équipement », remboursables en dollars après le 1er janvier 1946 pour le paiement d'équipement industriel.

L'idée était bonne : il s'agissait de persuader les industriels de constituer des réserves pour remplacer leur matériel après la guerre et de sortir ces réserves de la circulation. Elle n'a toutefois pas eu le succès désiré, d'abord parce qu'un grand nombre de contribuables n'ont pas voulu la comprendre et ont préféré payer l'impôt, ensuite parce que les montants déposés à la Banque du Brésil n'y sont pas restés immobilisés comme le voulait la logique, mais sont rentrés dans la circulation par l'intermédiaire de la banque.

Le 19 avril 1946, le gouvernement Dutra améliora la loi : les bénéfices extraordinaires devaient être répartis comme suit : le 20 % s'en allait en impôts ; le 30 % restait à l'entreprise sous forme de réserves non-distribuables, mais disponibles pour amortir des pertes ; le 50 % était obligatoirement déposé à la Banque du Brésil, mais, cette fois, effectivement stérilisé [1].

---

[1] Le gouvernement Vargas avait fait un autre geste. Le 2 février 1945, il avait créé la *Superintendência da Moeda e Credito* qui devait suppléer à l'absence d'une banque centrale. C'est elle qui requit du gouvernement les nouvelles émissions de papier-monnaie ; elle pouvait obliger les banques à renforcer leur encaisse, et faire de l'« open market policy ». Toutefois, elle n'a pas fait usage de ses pouvoirs avant août 1946.

La loi du 27 février 1946 décrétait la *liberté du commerce extérieur et des changes*. La libération des importations était sans aucun doute un excellent moyen de faire baisser les prix. Ainsi qu'il a été dit plus haut, les prix internes étaient supérieurs à ceux de l'importation. Cependant, les pays industriels étaient encore incapables de livrer leurs produits en grandes quantités ; c'était particulièrement vrai pour les articles semi-manufacturés et les biens de production. En outre, les Etats-Unis étaient retardés par une série de grèves, dont la plus grave, au point de vue brésilien, fut celle de la marine marchande en automne 1946 ; en effet, les départs massifs de bateaux lors de la fin de cette grève causèrent un engorgement total des ports de Rio et Santos. C'est pourquoi l'action des importations sur les prix ne s'est fait sentir qu'en avril-mai 1947.

En août 1946, le gouvernement entreprenait une campagne active en faveur d'une baisse des prix. Il renforça certaines interdictions d'exportation et chercha à convaincre les industriels de la nécessité de baisser leurs prix qui laissaient souvent des bénéfices très élevés. La Superintendência da Moeda e Credito, enfin, donna aux banques des directives sur le genre de crédits qu'elles étaient autorisées à accorder.

L'ensemble de ces mesures auraient dû rendre les industriels circonspects. Au contraire, dans le textile surtout, ils continuèrent à produire à pleine capacité et organisèrent de violentes attaques de presse contre le gouvernement et la Banque du Brésil. En mars 1947, le marché du café et même le cruzeiro furent à leur tour l'objet d'autres attaques. Une dévaluation leur aurait été évidemment favorable pour se défendre contre les importations qui se rétablissaient. Vers le 20 mai, devant l'échec de ces attaques, plusieurs usines dans l'Etat de Sao-Paulo fermèrent brusquement leurs portes et congédièrent leurs ouvriers. On aurait pu croire à la politique de déflation. Mais, le 3 juin 1947, la Superintendência da Moeda e Credito publiait son *Instruction n° 25*. Celle-ci instituait un ordre de préférence pour l'acquisition de devises en

---

Mentionnons également deux actes de politique financière du gouvernement Vargas, qui n'étaient pas destinés à avoir une influence directe sur le développement économique du pays.

Le premier est la *réforme monétaire* du 5 octobre 1942, qui remplaçait le milreis par le cruzeiro. Les deux unités sont identiques. Une couverture de 25 % en « or ou en devises » était prévue pour les émissions subséquentes, mais en termes vagues et élastiques.

Le second, du 23 novembre 1943, porte sur la *réforme de la dette extérieure*. Après consultation avec les associations de porteurs anglais et américains, le total du principal a été réduit de 40 % environ à 600 millions de dollars et celui du service annuel de 66 % à 33 millions de dollars environ de leurs montants contractuels originaux.

Le service avait déjà fait l'objet de consolidation en 1898, 1914 et 1931, mais il avait été interrompu complètement de 1931 à 1934 et de 1937 à 1940 ; lors de chaque reprise, il avait été réduit unilatéralement. Néanmoins, le décret du 23 novembre 1943 constituait dans son ensemble un compromis raisonnable, puisqu'au cours des dix années antérieures il y en avait quatre pour lesquelles le solde annuel de la balance commerciale n'aurait pas suffit à couvrir le nouveau service. Depuis lors, les rachats en bourse de Londres et New-York ne semblent pas avoir beaucoup dépassé les amortissements prévus. Le Brésil n'a pas suivi la politique argentine de nationalisation de sa dette.

Dès sa constitution à la fin de 1945, le gouvernement provisoire (Linhares), comme trois mois plus tard celui du président Dutra, ont hautement proclamé leur volonté d'en finir avec l'inflation.

faveur de produits déclarés « essentiels à l'économie du pays » et obligeait les banques à céder journellement à la Banque du Brésil 30 % des devises qu'elles achetaient des exportateurs. C'était un renversement complet de la politique d'importation ; une simple mesure administrative rendait illusoire le décret-loi du 27 février 1946.

Le public crut d'abord à une capitulation du gouvernement devant les industriels, car il était mal renseigné, les statistiques étant toujours tardives et souvent incomplètes. Les situations mensuelles de la Banque du Brésil continuaient à accuser plus de 6 milliards de Cr$ de devises et 7.1 milliards Cr$ d'or, et les renseignements de source américaine corroboraient l'existence de 600 millions de dollars de fonds brésiliens aux Etats-Unis.

Toutefois, la vérité était autre, la majeure partie des devises de la Banque du Brésil consistait en livres sterling et autres monnaies européennes, qui ne pouvaient être utilisées pour des achats, les pays débiteurs étant incapables de livrer des marchandises. Ils étaient encore bien moins capables de s'acquitter en dollars.

En réponse à une interpellation au Sénat, d'ailleurs ancienne déjà, le Ministre des finances donna le 11 juin 1947 une situation des devises de la Banque du Brésil au 28 février 1947 que l'on peut résumer comme suit :

Devises de la Banque du Brésil
au 28 février 1947

		en millions de cruzeiros
Monnaies arbitrables :		
Dollars	1370	
Diverses	52	
	1422	
moins : Francs suisses à découvert	— 13	1409
Monnaies de « compensation » :		
Livres sterling	4220	
Diverses	773	4993
Solde inexpliqué		33
« Correspondants à l'extérieur » (net) selon situation Banque du Brésil, au 28 février 1947		6435

Si les statistiques du commerce extérieur avaient été publiées plus tôt, elles auraient pu fournir une indication précieuse, car la précarité de la situation en ressortait clairement. Les principaux fournisseurs de monnaies arbitrales étaient les autres pays de l'Amérique du Sud et certains pays européens, dont on savait déjà qu'il seraient obligés de réduire leurs paiements en dollars.

Solde de la balance commerciale du Brésil
par continents, 1945 et 1946
et essai de décomposition par monnaies

	1945	1946			
	Total	Total	$ [1]	£	Diverses
		en millions de cruzeiros			
Afrique	319	415	— 23	322	166
Amérique					
Nord et Cent.	996	— 500	— 500	—	—
Sud	417	861	861	—	—
Asie	45	763	247	99	417 [2]
Europe	1802	3620	1514	670	1436
Océanie	—	53	—	53	—
Total	3580	5212	2099	1144	1969

L'instruction n° 25 a donc été prise pour d'excellentes raisons financières. Elle a toutefois porté un coup grave aux efforts du gouvernement pour combattre l'inflation à l'aide de l'importation. Les prix ont recommencé leur mouvement ascensionnel, mais pour le moment les autorités appliquent l'instruction d'une manière assez libérale. En outre, l'incertitude de la situation mondiale a eu pour effet de calmer les enthousiasmes exagérés.

Conclusion

La plupart des facteurs d'inflation qui ont prédominé pendant la guerre ont disparu. Le solde de la balance commerciale est passif ; le crédit est bridé ; les achats d'or sont interrompus. Il ne reste que le déficit budgétaire, qui est important malgré l'arrêt de grands travaux de développement. C'est typiquement le choc en retour de l'inflation ; il faudra aux autorités beaucoup d'énergie pour y parer, mais on devrait pouvoir trouver les deux milliards de cruzeiros nécessaires.

D'autre part, le fait que l'Europe tarde à exporter des biens de production et que les dollars accumulés par le Brésil pendant la guerre sont déjà dépensés, laisse l'industrie et surtout les transports dans une situation précaire. S'il ne s'agissait que d'une crise de trésorerie, sa solution serait facile. Le Brésil peut compter sur l'appui des Etats-Unis pour des raisons politiques en partie, mais aussi à cause de son indéniable potentiel économique. Peu de pays offrent des possibilités aussi diverses : agricoles, minières et industrielles. En outre, son incidence démographique est une des plus forte du monde ; il compte actuellement 45 millions d'habitants et augmente ce chiffre annuellement

[1] $ et monnaies arbitrables.
[2] Envois UNRRA en Chine, payés par le gouvernement brésilien en Cr$.

N. B. : Le total des $ constitue un maximum, les cas douteux ayant toujours été résolus en faveur des $.

de un million. Toutefois, la crise est mondiale, et, comme en 1929, le Brésil a été un des premier pays à s'en ressentir.

Il est donc singulièrement dangereux de tirer des conclusions, mais il est peut-être permis d'envisager deux hypothèses, en espérant que la vérité sera quelque part entre les deux.

La balance commerciale brésilienne étant défavorable avec toute l'Amérique du Nord et Centrale (à cause du pétrole), la Suisse et le Portugal, mais favorable avec le reste du monde, la première hypothèse serait que grâce à une aide extrêmement vaste des Etats-Unis, les clients du Brésil soient de nouveau en état de payer en dollars. Alternativement, ces clients devraient rapidement redevenir capables de fournir au Brésil une partie des produits que celui-ci achète actuellement aux Etats-Unis ; mais c'est déjà du domaine de l'avenir. Dans ce cas, une application habile de l'instruction n° 25 pourra empêcher une nouvelle hausse des prix et préparer le moment où on pourra procéder à une évaluation du cruzeiro en fonction du dollar plus en rapport avec son pouvoir d'achat interne. Ce n'est sans doute pas sans raison que le Brésil est un des très rares pays qui n'ait pas encore enregistré la parité de sa monnaie auprès du Fonds monétaire international.

Ce rajustement lui-même contribuera d'ailleurs à réduire la demande de dollars. Il s'agit d'un problème particulier à la plupart des pays, mais il semble qu'au Brésil sa solution devrait être relativement aisée parce que malgré tout la disparité entre le pouvoir d'achat interne et externe de la monnaie est moindre.

Dans la deuxième hypothèse, l'aide des Etats-Unis serait trop tardive ou insuffisante pour que le Brésil reçoive, en temps utile — car il n'a plus de réserves — les produits ou les dollars dont il a besoin. Il est possible qu'il doive recourir alors à des accords de compensation, surtout avec l'Angleterre et la France. Comme c'est actuellement grâce aux prix que le Brésil atteint mensuellement de nouveaux records d'exportations, il est fort probable que ceux-ci souffriraient d'arrangements bi-latéraux. C'est à ce moment que s'ouvrira la véritable crise, car pour l'instant elle ne dépasse pas le stade d'un simple malaise. Toutefois, si elle entraîne, comme c'est probable, une baisse des prix internes, elle facilitera d'autant le rajustement de la valeur externe du cruzeiro.

Théoriquement, ce sera aussi le moment propice pour le placement de capitaux étrangers au Brésil. Ceux-ci pourront considérer non seulement les bonnes perspectives de développement du pays, mais encore sa situation géographique à une distance salutaire des régions de frictions mondiales. La politique intérieure est toujours difficile à prévoir, mais il ne semble pas que le Brésil doive suivre l'exemple de l'Argentine et l'expérience de la dernière décennie est là pour prouver que les révolutions brésiliennes n'ont souvent qu'un effet très momentané sur les affaires.

Appendice

Les échanges commerciaux entre la Suisse et le Brésil

Avant la guerre, le commerce suisso-brésilien oscillait entre fr. s. 20 et 30 millions (total dans les deux sens), le solde étant favorable tantôt à l'une, tantôt à l'autre des parties.

Les importations suisses du Brésil consistaient surtout en café, tabacs et cacao (80 % du total). Environ le 90 % des exportations suisses vers le Brésil consistait en machines et appareils, montres et produits chimiques, en parties plus ou moins égales (voir tableaux II et III).

Depuis la guerre, les échanges ont soudain pris un essor énorme ; en 1946, la Suisse était le sixième fournisseur du Brésil. Le solde est devenu très favorable à la Suisse.

Ce sont surtout les textiles, les instruments et appareils et les montres qui ont bénéficié de ce développement. L'importation brésilienne de Suisse a donné la préférence aux articles de consommation et a un peu négligé les machines et l'équipement industriel. C'est tout à fait typique pour le caractère du commerce brésilien en 1945 et 1946. C'est ainsi qu'ont fondu les disponibilités en dollars accumulées pendant la guerre.

Etant donné l'instruction n° 25, la position des articles suisses de consommation est assez délicate, car il s'agit souvent d'articles de luxe. L'organisation pour l'octroi préférentiel de devises n'est pas encore au point et ses critères dans le choix des articles « essentiels » dépendront forcément des disponibilités monétaires brésiliennes, elles-mêmes fonction de l'alternative esquissée dans la conclusion de l'étude ci-dessus.

Il semblerait que les autorités brésiliennes ne soient pas opposées à l'importation de montres, pour autant, toutefois, qu'il s'agisse de montres de qualité. De sérieux abus ont été commis sous ce rapport par les exportateurs suisses de plusieurs branches. En revanche, les textiles se heurtent à un refus catégorique. On peut donc se demander s'il sera possible à la Suisse, pour désirable que cela soit, de maintenir son chiffre d'affaires très élevé avec le Brésil.

Il serait important que les machines et l'équipement industriel reprennent la place qu'ils occupaient autrefois. Il semble bien que le développement industriel doive continuer, après une période de transition pendant laquelle disparaîtront les éléments qui ne pouvaient vivre que grâce aux circonstances exceptionnelles de la guerre.

Il s'agit d'un marché d'avenir, qu'actuellement se disputent Américains, Canadiens et Suédois. Il est vrai que pour des installations de quelque importance, le problème financier reste essentiel. Il paraît effrayer les banquiers suisses, et cependant les risques sont plutôt inférieurs à ceux que présentaient les Etats de l'Europe Centrale pendant la dernière décennie. Quant au contrôle, le voyage Suisse—Rio n'est guère aujourd'hui plus long que le trajet Suisse—Varsovie il y a quinze ans.

L'évolution des importations suisses du Brésil sont également symptomatiques : la Suisse a fini par ajouter le coton à sa liste d'achats. Le Brésil est en outre producteur de nombreuses matières qui traditionnellement viennent de l'Extrême-Orient, en particulier le riz et les corps gras. Comme cette région troublée aura sans doute des difficultés de livraison pendant quelque temps encore, il est à espérer que le Brésil saura saisir cette occasion d'élargir ses marchés dans le monde.

C. G.

Tableau I

STATISTIQUES BRÉSILIENNES

(en milliards de cruzeiros)

Années	Comptes d'Etat [1]			Commerec extérieur			Circu-lation	Devises Bque Brés.	Or (Gouvt)
	Recettes	Dépenses	Solde	Export.	Import.	Solde			
1931	1,7	2,0	— 0,3	3,4	1,9	+ 1,5	2,9	0,1	—0,—
1935	2,7	2,9	— 0,2	4,1	3,9	+ 0,2	3,6	0,1	0,3
1939	3,8	4,3	— 0,5	5,6	5,0	+ 0,6 [2]	5,0	0,6	0,7
1940	4,0	4,6	— 0,6	5,0	5,0	— 0,—	5,2	0,1	0,9
1941	4,0	4,8	— 0,8	6,7	5,5	+ 1,2	6,6	0,7	1,3
1942	4,4	5,7	— 1,3	7,5	4,7	+ 2,8	8,2	2,4	2,2
1943	5,5	5,9	— 0,5	8,7	6,2	+ 2,5	11,0	4,0	5,1
1944	7,4	7,5	— 0,1	10,7	8,0	+ 2,7	14,5	5,0	6,6
1945	8,9	9,9	— 1,0	12,2	8,6	+ 3,6	17,5	5,3	7,1
1946	11,6	14,2	— 2,6	18,2	13,0	+ 5,2	20,5	6,5	7,1
1947	—	—	— 2,0 [3]	20,0 [3]	23,0 [3]	— 3,0 [3]	20,3 [4]	6,0 [4]	7,1 [4]

[1] Compte ordinaire.
[2] En 1937 et 1938 le solde était négatif de 0.2 et 0.1 milliard respectivement.
[3] Estimation provisoire.
[4] Au 30 juin 1947.

Tableau II

Echanges commerciaux Brésil—Suisse

(Statistiques suisses)

	Exportations suisses vers le Brésil	*Importations suisses du Brésil*	*Solde en faveur du Brésil*
	en millions de fr.		
1931	7,5	16,5	9,0
1935	8,1	10,9	2,8
1939	17,8	17,1	— 0,7
1940	21,1	14,0	— 7,1
1941	19,4	15,9	— 3,5
1942	22,6	36,5	—13,5
1943	28,8	32,4	3,6
1944	24,0	10,7	— 13,3
1945	64,9	47,9	— 17,0
1946	88,0	68,8	— 19,2
1947 [1]	64,8	36,5	— 28,3

Pourcentages, 1938 et 1946	1938	1946
Exportations suisses vers le Brésil :	%	%
En % du total des exportations suisses	1,26	3,29
En % du total des importations brésiliennes	0,92	2,87

[1] janvier à juin (6 mois).

Importations suisses du Brésil :

En % du total des importations suisses	0,73	2,01
En % du total des exportations brésiliennes [1]	0,18	1,34

Tableau III

Structure des échanges commerciaux Suisse-Brésil

Exportations suisses vers le Brésil

	%	%	%
Matières textiles	6,6	6,2	11,8
Métaux	4,2	2,3	4,3
Machines	28,4	23,9	18,8
Instruments et appareils	5,4	11,4	9,1
Montres	28,9	37,4	32,4
Produits chimiques	24,1	17,0	19,6
Divers	2,4	0,9	4,0
	100,0	100,0	100,0

Importations suisses du Brésil

	1938	1945	1946
Produits alimentaires, tabac	85,6	60,7	40,5
dont café	(55,1)	(30,7)	(22,3)
Matières animales	5,1	0,8	6,9
Matières textiles	3,4	36,0	45,0
dont coton	—	(27,6)	(29,5)
Matières chimiques	3,4	2,5	7,6
Divers	—	—	—
	100,0	100,0	100,0

[1] Les statistiques brésiliennes sousestiment les exportations vers la Suisse, dont une partie est créditée au pays du port européen de débarquement.